

## CONSEIL DU 14 DECEMBRE 2012

### Intervention Raymond LANNUZEL (Nantes) Groupe communiste

#### Point 01 – Débat d'orientations budgétaires 2013

Monsieur le Président, Chers collègues

Ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit dans un contexte économique qui frappe l'Europe et notre pays. Encore une fois, cette année a été marquée par la crise de la finance mondiale. 8 millions de personnes vivent aujourd'hui dans notre pays sous le seuil de pauvreté et 3,6 millions n'ont pas de logement ou sont très mal logés. La Loire-Atlantique n'est pas épargnée par la situation avec un taux de chômage dépassant les 8%. Nos concitoyens ont de grands besoins et nos choix budgétaires doivent donc être à la hauteur pour répondre aux défis qui se présentent à nous. La dégradation de la situation de l'emploi, on le voit aujourd'hui à Arcelor Indre ou encore Alcatel Orvault, tient à des logiques économiques qui pénalisent nos territoires. Nicolas Sarkozy n'est plus au pouvoir, mais les marchés financiers et les traités européens dictent encore aux Etats des politiques d'austérité qui pèsent sur les peuples, qui pèsent aussi sur nos collectivités et établissements publics, leurs services publics et leurs investissements.

Les élus communistes reconnaissent la bonne santé financière globale de Nantes Métropole. En effet, malgré l'asphyxie des finances des collectivités locales, l'agglomération nantaise a réussi à réduire sa capacité de désendettement à 6 ans, tout en maintenant un niveau d'investissement au plus haut, notamment en matière de logements sociaux, de transports publics mais aussi pour la régie de l'eau avec la reconstruction de l'usine. En 2013, les investissements continueront avec les nouvelles lignes de Chrono-bus et un programme de construction de logement très important... Pour autant, notre groupe s'interroge pour l'avenir. L'étouffement des

finances locales continue avec le gel des dotations de l'Etat en 2013 et une réduction programmée de 2,4 milliards pour 2014 et 2015. La prochaine étape de la décentralisation sera-t-elle marquée par un nouveau transfert de compétence sans les moyens appropriés ? Qu'en sera-t-il alors de la capacité d'investissement des instances locales qui représentent 70 % du total des investissements publics ?

Les orientations budgétaires en matière de développement des infrastructures de transports, de logement social, de projets structurants ou de services publics sont entièrement partagées par les élus communistes de Nantes Métropole. Ces grandes politiques publiques sont nécessaires pour être à la hauteur des enjeux pour nos villes et répondre aux besoins de leurs habitants.

Je vous remercie de votre attention